

hebdomadaire

n° 3018 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

IMPASSE EUROPÉENNE TRAGÉDIE GRECQUE

Les dirigeants européens cherchent à imposer l'austérité, quel que soit le pays ou le gouvernement en place. Une voie sans issue que rejette le peuple grec (lire pages 3, 4, 10 et 11).

AGIR événements

Le chantage patronal à l'emploi est à la mode. La direction d'Euralis propose de ne supprimer que 110 postes, à condition que la production se fasse 7 jours sur 7, 24 heures sur 24...

Lire page 2

Les personnels travaillant dans le transport aérien se sont fortement mobilisés pour préserver le droit de grève, menacé par une proposition de loi reprise par le gouvernement.

Lire page 5

Syndicats et patronat se sont accordés sur une simplification de la mise en du chômage partiel pour remplacer le recours aux plans de licenciement.

Lire page 6

Les agents et magistrats des Chambres régionales des comptes étaient en grève pour protester contre un projet de réforme qui vise à réduire leurs prérogatives et leurs moyens.

Lire page 9

**L'EUROPE
DU PÈRE FOUETTARD**

Lire l'éditorial page 4



AFP/ImageForum/S. Mitroldis

RESPIRER culture

À l'évidence, il fait froid. Mais ce n'est pas la première fois que le climat se déchaîne et il arrive même qu'il influe sur le cours des événements historiques.

Lire page 15

SAVOIR pratique

Les forfaits téléphoniques sont-ils réellement illimités? Quelles limites les opérateurs peuvent-ils fixer et sous quelles conditions? Réponses avec l'AFOC.

Lire page 13

MONTRE enquête

Les conséquences de la RGPP sur l'Établissement français du sang se traduisent par une remise en cause du principe du don anonyme et gratuit, à laquelle les personnels s'opposent fermement.

Lire pages 17 à 20



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

L'EUROPE DU PÈRE FOUETTARD

Vous trouverez dans ce journal un tract synthétisant nos positions en matière européenne. Il s'inscrit dans le cadre prévu par la Confédération européenne des syndicats le 29 février, à la veille du prochain sommet européen (1^{er} et 2 mars) qui va entériner l'austérité comme modèle.

D'ores et déjà, en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande notamment, les coupes sociales sont importantes en termes de revenus et de droits. Pour les gouvernements, quels qu'ils soient, il faut imposer des sacrifices aux peuples pour tenter de sauvegarder la logique économique libérale qui découle des traités européens successifs.

Et plus les sacrifices sont importants, plus l'autoritarisme social s'expose.

En Grèce, c'est tout un peuple qu'on humilie et qu'on met à genoux. Baisse du SMIC de 22%, diminution des retraites, licenciement de fonctionnaires sont imposés par l'Union européenne qui, de fait, s'est substituée aux pouvoirs publics grecs qui

se soumettent. Ce n'est pas l'austérité ou la faillite, mais l'austérité et la faillite. Et pendant ce temps-là, les armateurs et l'Église orthodoxe ne sont toujours pas mis à contribution.

Les 1^{er} et 2 mars, les gouvernements vont vraisemblablement se mettre d'accord sur une modification du traité inscrivant dans le marbre l'austérité et le dogmatisme budgétaire inhérents au capitalisme libéral. C'est l'Europe du Père Fouettard.

Cet accord gouvernemental devra faire l'objet de ratifications dans les différents États membres. En France, ce devrait être après les élections présidentielles. Il nous appartiendra de nous y opposer, comme nous l'avons déjà indiqué s'agissant de la «règle d'or» qui devrait y figurer.

En attendant, le Parlement devrait se prononcer sur la mise en place du MES (mécanisme européen de stabilité), remplaçant les fonds et mécanismes existants. Ce n'est pas la création en tant que telle qui pose problème, mais les conditions qui seront imposées aux pays pour en bénéficier, comme on le voit déjà en Grèce, en Espagne ou au Portugal.

C'est bien l'Europe qu'il faut reconstruire et revoir dans ses modalités et ses objectifs.

En France, une des dernières idées émises par le président de la République – c'est à ce titre qu'il s'exprime et c'est pourquoi nous avons réagi – concernant le chômage relève de cet autoritarisme social.

Mieux former les chômeurs et les obliger à accepter l'emploi proposé devrait faire baisser le chômage! Officiellement cela sera, certes, l'occasion d'augmenter le nombre de radiations!

On va bientôt nous expliquer que la forte augmentation du chômage n'a rien à voir avec la crise, mais que ce sont les salariés qui demandent à être licenciés ou les jeunes qui ne veulent pas accéder à l'emploi et à l'autonomie!

Et d'indiquer que si les «partenaires sociaux» (*sic*) n'y parvenaient pas, on ferait un référendum!

Quand les jeux et enjeux politiques prennent le pas sur tout le reste, il y a de quoi être inquiet, y compris pour la démocratie.

On va bientôt, ici et là, nous livrer la vérité! À toutes fins utiles, nous citerons Condorcet: «Les amis de la vérité sont ceux qui la cherchent et non ceux qui se vantent de l'avoir trouvée.»

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Agroalimentaire: Euralis passe les conditions de travail à la moulinette.

Page 3

Inversement proportionnel: Nouveau traité européen: moins de démocratie, plus d'austérité.
Explosion: La colère ne retombe plus en Grèce.

Page 4

L'Europe du Père Fouettard, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Transport aérien: La grève reprend son vol.
Hard discount: Licenciée pour un vol qu'elle ne avait commis.

Page 6

Accord: Chômage partiel: un dispositif amélioré.
RGPP: 2500 ingénieurs de l'État dans la rue.

Page 7

Calvados: Honeywell: un gâchis prémédité.
AXA: Quand FO passe au broyeur le chèque syndical.

Page 8

Carte scolaire: Faire entrer les élèves dans de moins en moins de classes.
Masterisation: L'Assemblée nationale s'acharne contre la formation des maîtres.

Page 9

Juridictions financières: Les juges des comptes descendent dans la rue.
Projet de cession: Mouvements de troupes chez Thales.

SAVOIR

Page 13

Les droits:
Demandes de reconnaissance d'une UES: elles sont toujours susceptibles d'appel.
Consommation:
Téléphonie: seules les factures sont illimitées.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Coup de froid sur le thermomètre:
Les aléas climatiques.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Chômeurs: tolérance zéro.

Page 16

Une sélection de livres.
Théâtre: *Moi, je crois pas!* à la recherche du désaccord parfait.

MONTRER

Pages 17 à 20

Transfusion sanguine:
L'Établissement Français du Sang face à la pénurie.

AFFICHE

Pages 10 et 11

Non à l'austérité en Europe.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Owi!

C'est de vous
qu'on parle



2012, année des salariés des TPE*.

En décembre, 4 millions de salariés de l'artisanat, du commerce, des services, des professions libérales, de l'industrie ont leur élection.

*Très Petites Entreprises – moins de 11 salariés

Mieux représentés, + forts



NON à l'austérité en Europe

L'Union européenne s'enfonce dans la crise. La seule réponse apportée jusqu'à ce jour par les gouvernements, au-delà du sauvetage des banques, est l'instauration, à des degrés divers dans tous les pays, de politiques économiques et sociales d'austérité.

La récession s'installe, le chômage augmente, le pouvoir d'achat diminue, les inégalités se creusent.

De facteur d'espoir, l'Europe est devenue un instrument de sanctions et de

contraintes. En voulant graver dans le marbre l'austérité par l'instauration d'une «règle d'or», les gouvernements suivent une logique économiquement et socialement suicidaire.

Le Conseil européen des 1^{er} et 2 mars s'inscrit dans cette démarche. Comme l'explique la Confédération européenne des syndicats: «L'accord prévu [qui devrait être signé par les gouvernements lors de ce conseil] amènera la discipline budgétaire et l'austérité dans les traités, ce qui ne

manquera pas d'avoir un nouvel impact social négatif au niveau national. Les dirigeants européens persistent donc dans une voie sans issue qui n'est autre que celle de la récession.»

Dans plusieurs pays, la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) exige des remises en cause de droits sociaux, des destructions de services publics, des baisses des salaires et re- traites. On assiste à la mise en œuvre d'une véritable arrogance de classe.

Priorité aux salaires,

a l'emploi, au travail et à la négociation collective



Trop c'est trop!
Des alternatives
existent!
Pour l'emploi et
la justice sociale!

FACE À UNE TELLE SITUATION, IL EST AUJOURD'HUI INDISPENSABLE:

- ▶ d'exiger des gouvernements un véritable protocole social établissant dans les traités la primauté au respect des dispositions sociales;
- ▶ de mettre fin au dumping social et fiscal en Europe en verrouillant la directive détachement qui, aujourd'hui, ne protège pas suffisamment les conditions de travail et de salaires des travailleurs dans le contexte du marché intérieur de l'Europe;
- ▶ de réfléchir à la mise en place d'un protectionnisme européen, en particulier au niveau de la zone euro, guidé par le respect des normes sociales et environnementales;
- ▶ de donner à la Banque centrale européenne une autre fonction que la seule lutte contre l'inflation et de remettre en cause son indépendance qui conduit au dogmatisme monétaire au détriment de la croissance et du social;
- ▶ de préserver la liberté de négociation;
- ▶ d'instaurer un droit de grève interprofessionnel au niveau européen;
- ▶ de lancer de grands travaux, de susciter une stratégie industrielle européenne, de favoriser l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires et retraites.

29 février 2012 - Action syndicale européenne

NON à la précarité

Pour la énième fois, la Cour de cassation a dû combler un vide dans la lacunaire loi d'août 2008 modifiant les critères de la représentativité syndicale. En l'occurrence, les hauts juges ont admis qu'il pouvait être fait appel du jugement d'un tribunal d'instance concernant

une demande de reconnaissance d'une UES (unité économique et sociale). Avec un rôle encore récemment renforcé par des arrêts récents de la chambre sociale, l'UES a toute son importance à l'heure de la volonté gouvernementale de balkaniser le monde du travail.

DEMANDES DE RECONNAISSANCE D'UNE UES: ELLES SONT TOUJOURS SUSCEPTIBLES D'APPEL

Par un arrêt en date du 31 janvier 2012, voué à une publicité maximale (PBRI), la Cour de cassation juge désormais que les demandes de reconnaissance d'une unité économique et sociale (UES) portées devant le tribunal d'instance sont toujours susceptibles d'appel (*Cass. soc.*, 31 janvier 2012, n°11-20232 et n°11-20233). Cette décision constitue un important revirement de jurisprudence. Antérieurement, il fallait distinguer selon la nature du litige. Lorsque la demande de reconnaissance était formulée en dehors de tout contentieux électoral, les décisions du tribunal d'instance étaient rendues en **premier ressort**. Le but était ici de reconnaître une UES qui allait ensuite servir de cadre à la mise en place d'IRP spécifiques. À l'opposé, les décisions étaient rendues en **dernier ressort** lorsque la demande de reconnaissance était formulée, à

titre accessoire, à l'occasion d'un litige électoral ou d'une désignation syndicale. Les syndicats pouvaient désigner un délégué syndical dans le périmètre de l'UES dans l'optique de sa reconnaissance future.

Avec l'entrée en vigueur de la loi du 20 août 2008 dite de «démocratie sociale», il n'y a plus lieu d'opérer cette distinction qui est devenue obsolète. Dans son communiqué, la Cour de cassation relève qu'«en subordonnant toute mise en place d'une institution représentative du personnel à des conditions dépendant de résultats d'élections organisées dans le périmètre de l'UES, la loi du 20 août 2008 exclut nécessairement que l'action en reconnaissance d'une UES naisse d'un contentieux en matière d'élection professionnelle ou de désignation de représentants syndicaux». En effet, la désignation d'un délégué

syndical étant désormais subordonnée à une condition d'audience pesant tant sur le syndicat que sur le candidat, il n'est plus possible de désigner directement un délégué syndical en vue de la reconnaissance d'une UES.

Dorénavant, les demandes de reconnaissance d'une UES se feront seulement au principal, en dehors de tout litige électoral, préalablement à la mise en place d'institutions représentatives du personnel spécifiques. Toutes les décisions rendues en matière de reconnaissance d'une UES seront donc susceptibles d'appel. D'ailleurs, relève la Haute cour, ni l'article L.2322-4 du Code du travail, ni aucun autre texte ne précise que la décision judiciaire reconnaissant une UES est rendue en dernier ressort.

Rappelons, à titre de parenthèse, que la composition et le périmètre de l'UES doivent être définis

lors de chaque scrutin (*Cass. soc.*, 31 mars 2009, n°08-60.494).

PBRI

Initiales de Publication au Bulletin d'information bimensuel de la Cour de cassation, Rapport annuel et Internet, elles renseignent sur le degré de publication et donc l'importance d'un arrêt de la Cour de Cassation, en l'occurrence ici, le maximum.

UES

Unité économique et sociale. Réunissant plusieurs entreprises juridiquement distinctes à la suite d'une décision de justice ou d'un accord conventionnel, elle regroupe un minimum de cinquante salariés, permettant l'établissement d'un comité d'entreprise (CE).

EN PREMIER RESSORT

Se dit d'une décision rendue par la juridiction du premier degré et susceptible d'appel.

EN DERNIER RESSORT

Se dit d'une décision rendue sans appel possible.

CONSUMMATION

TÉLÉPHONIE: SEULES LES FACTURES SONT ILLIMITÉES

Il y aura théoriquement des bornes à l'infini le 30 mai 2012. À cette date devrait entrer en vigueur un accord qui, le 30 novembre 2011, avait défini l'usage du terme «illimité» et avait été négocié entre associations de consommateurs et professionnels de la téléphonie au CNC (Conseil national de la consommation). On peut lire dans cet «avis» que dans le but de «renforcer la lisibilité des offres d'accès à l'internet mobile, les opérateurs s'engagent», sans cadre contraignant bien entendu, «à utiliser les mots "illimité" ou "24h/24" de manière claire et non ambiguë pour le consommateur». Cela induit également que «les limitations admises pour l'utilisation du terme "illimité" figurent dans des caractères suffisamment importants,

s'inscrivent dans les publicités, documents commerciaux ou contractuels de façon distincte des autres mentions rectificatives et légales, et soient clairement identifiées comme venant rectifier la mention principale». Et éviter aussi au consommateur de se faire une fois de plus rectifier le compte en banque.

Mais attention, il y a des limites aux limites, le CNC estimant que «dans le contexte d'un service qualifié d'illimité, il peut être toléré une limite consistant, pour un opérateur, à fixer une durée maximale par appel de 2 heures, ou à fixer une limite au nombre de correspondants, qui doit être au moins égale à 99». Quoi qu'il en soit, un progrès a été enregistré mais qui ne dispensait pas, comme l'avait alors souligné

l'AFOC, de rester vigilant quant à l'application de cet avis du CNC. Avec raison puisque de récentes enquêtes n'augurent pas d'une réelle bonne volonté des opérateurs. Certes, on peut toujours se tourner vers la justice, mais son pas est lent. Pour avoir présenté comme illimité un forfait internet... limité pour ses abonnés non regroupés, un opérateur, célèbre pour avoir tout récemment cassé les prix, a été condamné par le tribunal correctionnel de Paris à une amende de 100 000 euros, le 7 février dernier. Date de la plainte: 2006. Sans compter que l'opérateur a fait... appel.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2012:

1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:
Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:
7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

12,2

La FSA, autorité britannique du secteur financier, a condamné, en décembre 2011, le groupe bancaire HSBC à une amende record de quelque 12,2 millions d'euros (10,5 millions de livres) pour avoir notamment conseillé à des clients d'une moyenne d'âge de 83 ans des investissements d'une durée minimale de cinq ans, supérieure à leur espérance de vie, en vue de financer des soins de longue durée. Selon la Financial Services Authority (FSA), 2485 personnes âgées ont été, entre 2005 et 2010, victimes de «conseils de placement inappropriés» de la part de la NHFA Limited (Nursing Home Fees Agency), filiale de la HSBC spécialisée dans le conseil en produits de retraite à long terme. La FSA a déploré que de tels agissements minent la confiance dans les produits financiers et le fait que, pour certains, les dédommagements devant être versés arriveront «trop tard».

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au mini-
mum, mais ne peut dépasser
75% du salaire journalier de
référence (salaire des douze
mois qui ont précédé la rup-
ture du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

DÉCEMBRE 2011 DU 31/12/2010 AU 31/12/2011 DU 01/01/2011 AU 31/12/2011
+0,4% +2,5% +2,5%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

TRANSFUSION SANGUINE

L'Établissement français du sang face à la pénurie

Le sang, élément indispensable à la vie, excite la convoitise des multinationales.
Une menace pour l'avenir des dons éthiques gratuits, exception française.



FORCE
Ouvrière

*Mercredi prochain, dans votre **hebdomadaire**,
une enquête sur les difficultés économiques et
juridiques avec lesquelles les colonies de
vacances doivent se débattre.*